

LE 30^e SOMMET DE L'OUA (ORGANISATION

Le sommet de l'Organisation de l'unité africaine a clôturé hier ses travaux à Tunis en demandant l'arrêt «immédiat» des hostilités au Rwanda. Le sommet a également affirmé que l'Afrique était prête à participer aux forces des Nations unies au Rwanda. Et a appelé la communauté internationale à faciliter le déploiement «rapide» des hommes de l'ONU.

Le cessez-le-feu. Le président tunisien Ben Ali a annoncé hier un accord de cessez-le-feu «immédiat» entre le Front patriote rwandais (minorité tutsi) et le gouvernement intérimaire. Cet accord a été réalisé mardi soir à l'issue d'un mini-sommet régional, présidé par le président zairois Mobutu, médiateur officiel du conflit rwandais, en marge de la conférence de Tunis.

La France «serait prête à monter une intervention» au Rwanda «avec ses partenaires européens ou des pays africains pour protéger les groupes menacés d'extermination», annonce dans «Libération» le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé (lire page 4). Cette opération pourrait avoir lieu «dans un délai proche» au cas où le cessez-le-feu, conclu mardi, ne serait pas respecté. Hier, François Mitterrand et Edouard Balladur ont évoqué ensemble l'éventualité d'une telle intervention.

L'OUA. L'Organisation de l'unité africaine a été créée en 1963, à Addis-Abeba en Ethiopie, dans un climat intellectuel marqué par le rêve panafricaniste. Tous les pays du continent en font désormais partie – l'Afrique du Sud vient d'en devenir le 53^e membre à Tunis –, à l'exception du Maroc, qui a «suspendu» son adhésion après l'admission de la République arabe sahraouie, qui a auto-proclamé son indépendance sur le territoire du Sahara occidental que Rabat considère comme marocain.

LE SOMMET AFRICAIN APPELLE LES RWANDAIS A UN CESSEZ-LE-FEU

Tunis, envoyé spécial

En officialisant hier, à la séance de clôture du 30^e sommet pan-africain, le cessez-le-feu arraché la veille au soir aux belligérants du Rwanda, le président tunisien Ben Ali a pris ses précautions. «Je me réjouis des promesses d'une détenté», a-t-il déclaré en expliquant que la trêve devait entrer en vigueur à la mi-journée seulement. «Si ce soir, on tire encore à Kigali, il n'y a pas de cessez-le-feu qui tiendra», avait déjà prévenu Théodore Sindikubwabo, le président du «gouvernement», qui, à Tunis, a occupé le fauteuil du Rwanda – bien que délogé de son siège par les rebelles à Gitarama, à 55 km au sud-ouest de Kigali. «Il faut absolument que les massacres cessent», a, de son côté, exigé Pasteur Bizimungu, le représentant du FPR (Front patriote rwandais) dans la capitale tunisienne.

C'est écrit en toutes lettres dans l'accord conclu: la cessation des hostilités

sera conditionnée par «l'arrêt immédiat des massacres et la libération des otages» puis, dans les sept jours, par l'ouverture de négociations sous les auspices de la Tanzanie, pays voisin et «facilitateur» officiel. En fait, la trêve signée à Tunis n'est qu'une version amendée d'un accord déjà paraphé, séparément, par les deux parties à Gbadolite, au Zaïre, le 23 avril par le «gouvernement» et le 5 mai par les rebelles. «L'autorité de Mobutu, c'est de mettre ainsi en valeur ses bons offices tout en évitant une querelle: les rebelles ne voulaient entrer dans un engagement contractuel avec ce qu'ils considèrent comme un gouvernement d'assassinat», a expliqué un diplomate africain. En fait, en marge du sommet, le président zairois a tout à tour convoqué les belligérants, les sommant, en présence de quatre autres chefs d'Etat de la région, de reconnaître leur signature déjà apposée au bas du document...

Le procédé a été couronné de succès.

«Comment voulez-vous qu'on empêche ces massacres?»

A Kigali, le contingent africain de Casques bleus attend toujours les renforts et le matériel qui lui permettraient de remplir son mandat.

Kigali, envoyé spécial

Les 450 Casques bleus, en majorité africains, regroupés depuis le début de la guerre dans la capitale rwandaise, ont de plus en plus de mal à faire leur mécontentement. Chargés depuis un mois, en vertu du mandat adopté le 17 mai par le Conseil de sécurité, de «protéger les civils en danger», ils savent que l'application de leurs nouvelles consignes relève de la mission impossible.

«Comment voulez-vous qu'on empêche ces massacres si on ne nous donne pas les moyens de rentrer dans le pays de ces sauvages?», s'indignait hier un observateur militaire ghanéen au lendemain du massacre de 40 jeunes garçons tutsis enlevés par les miliciens à l'église Sainte-Famille de Kigali. «On est toujours condamnés à attendre les renforts promis par New York pour tenter des interventions de sauvegarde», commentait pour sa part un officier de la mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (Minuar) furieux d'assister en spectateur aux tueries qu'il est censé prévenir. Au QG de la Minuar, le chef d'état-major adjoint, le général ghanéen Henry Anyidoh, a affirmé hier qu'il attendait cette semaine l'arrivée de dix

engins blindés de transport de troupes et prochainement l'arrivée de 200 soldats ghanéens supplémentaires, ce qui, selon lui, «devrait permettre d'intervenir pour remplir notre mandat».

Sur le terrain, les Casques bleus sont pour le moment cantonnés à des tâches domestiques et traînent, désœuvrés, dans les couloirs de leur quartier général, l'ancien hôtel Amahoro, dans le quartier de Remera, dans l'est de la capitale. Une zone contrôlée par les rebelles du Front patriote rwandais (FPR) aujourd'hui possible, mais qui a déjà été deux fois la cible des mortiers gouvernementaux. Depuis deux jours, faute de travail, les soldats de l'ONU sont soumis à des corvées de sacs de sable et tuent les longues heures d'inactivité avec des jeux vidéo.

A l'aéroport de Kigali, les Casques bleus ghanéens chargés de la sécurité du site profitent des longs temps morts pour aller chercher dans la brousse de quoi améliorer leur quotidien. Mais en dehors de ces moments de repos, les soldats africains de l'ONU sont souvent envoyés en première ligne. Ainsi, mardi après-midi, dès les premières rumeurs sur le massacre des 40 enfants à l'église Sainte-Famille par les miliciens hutus avaient été massacrés. Et les Nations unies confirmaient que la ville de Gitarama était passée sous le contrôle du FPR.

Suite page 4

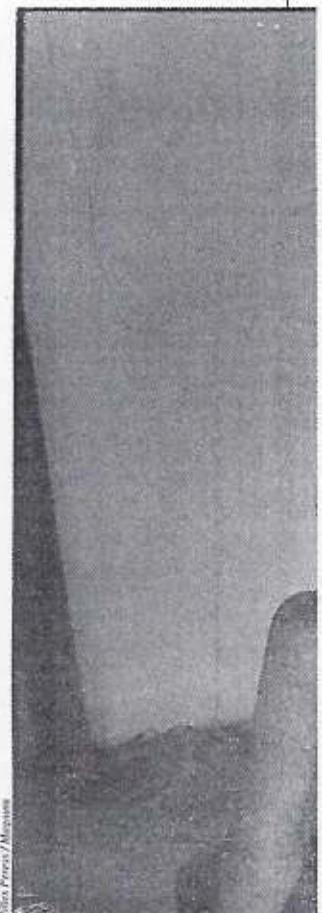
Alors que le président ougandais Yoweri Museveni s'était déclaré, la semaine dernière, impuissant à persuader le FPR d'une trêve des combats, le maréchal Mobutu l'a obtenue en quarante-huit heures à Tunis. Pourtant, l'Ouganda est le sanctuaire et la base d'approvisionnement des rebelles rwandais, bien plus et depuis plus longtemps que l'est du Zaïre ne sera de voie d'acheminement au «gouvernement...». Mis en accusation pour son soutien, Yoweri Museveni, qui n'avait décidé de faire le voyage de Tunis qu'à la dernière minute, sous la pression de son hôte Ben Ali, s'est finalement rangé aux arguments de ses pairs africains, pour lesquels il fallait mettre un terme à cette «déstabilisation» qui, en provoquant l'hallucinante autodéfense de la majorité hutue, a abouti au génocide des Tutsis.

Dictateurs conspués hier, médiateurs acclamés aujourd'hui: le maréchal Mobutu et, grâce à son entremise dans le conflit frontalier entre le Cameroun et le Nigeria, le général Eyadéma du Togo ont signé à Tunis le *come-back* des «dinosaures». D'autant plus que la formation à Lomé et, avant-hier, à Kinshasa de gouvernements d'union nationale, avec des Premiers ministres issus de l'opposition, permet aux deux dirigeants de se rétablir sur le plan international. Avec le Togo, la reprise de la coopération française est déjà programmée. Tôt ou tard, bien qu'empêtré dans des débats de légitimité et des difficultés économiques monstueuses, le Zaïre suivra.

«C'est le sursaut de l'Afrique de popo, pas de celle des démocraties», a commenté hier un diplomate occidental. Au moment où le continent enfin libéré sauf pour Mayotte, une île de l'archipel comorien «occupée» par la France – l'OUA dissout son «comité de décolonisation» et accueille l'Afrique du Sud «multiraciale et démocratique», le verdict est injuste. Même si, pour la nouvelle génération des dirigeants africains, le rêve de Nelson Mandela demeure un idéal lyrique: «Notre lutte sera le conte glorieux de la solidarité africaine», a-t-il prédict à Tunis.

Stephen SMITH

• Le cessez-le-feu conclu à Tunis par les responsables politiques rwandais était violé hier soir après avoir été respecté en milieu de journée, rapporte notre envoyé spécial à Kigali. Par ailleurs, le Front patriote rwandais affirmait que les 40 enfants enlevés mardi dans l'église de la Sainte Famille par les miliciens hutus avaient été massacrés. Et les Nations unies confirmaient que la ville de Gitarama était passée sous le contrôle du FPR.



A Nyamata, où 5 000 Tutsis

Les états

Face à des guerres
Mais ces subsides,

Tunis, envoyé spécial

Des pays qui, sur fond de conflit racial, avaient à gérer la cohabitation entre une majorité et une minorité au sein d'une même nation; d'un côté, le Rwanda des Hutus et des Tutsis et, de l'autre, l'Afrique du Sud, en noir et blanc. Ici c'est le drame: le génocide des Tutsis minoritaires, la guerre civile, la fuite hors des frontières de centaines de milliers de personnes. Là, pratiquement au même moment, un espoir aux limites du crédible: celui d'une revanche historique non seulement sur le racisme de l'époque coloniale mais, aussi, sur le nationalisme d'exclusion. A Tunis, au 30^e sommet panafricain, ces deux images extrêmes – le modèle et l'anti-modèle – ont été présentes dans les discours de tous les intervenants.

«L'Afrique est une terre de contrastes», a résumé le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali. «Elle nourrit le désespoir le plus profond mais, aussi, l'espérance la plus grande.» Très autocritiques,

PAS DE PAIX DURABLE «SANS POUVOIR PARTAGÉ»

Suite de la page 2

de la Sainte-Famille, la direction des opérations de la Minurh a dépêché sur place une petite unité de Ghanéens pour chercher la confirmation de cette tuerie. «On a toujours besoin de nous pour les missions délicates», commente un Sénégalais qui affirme avoir été envoyé à plusieurs reprises tenir de négocier avec les miliciens en lieu et place des quelques Casques bleus occidentaux encore sur le terrain. Les rares Africains, Russes et Polonais ne s'aventurent qu'occasionnellement dans la zone gouvernementale, et demandent souvent à leurs collègues africains d'aller faire leurs courses pour eux au marché de la ville, tenu par les miliciens.

La, dans le dédale des échoppes et des stands, qui curieusement regorgent de denrées après deux mois de guerre, le capitaine sénégalais Pherno Tall est chez lui. Il sera une main, salut une vieille connaissance ou encore lance une blague à un gendarme rwandais. Il est ici comme à Dakar. «Je leur dis que je suis sénégalais, que je n'ai rien à voir avec cette guerre et que je n'ai aucun intérêt ici. Négocier, c'est savoir parler aux gens», explique l'officier à un de ses collègues blancs. Arrivé à Kigali en août dernier avec les contingents du Goma, le groupe d'observateurs militaires neutres, prédecesseur de la Minurh, il a vécu la guerre par le menu. Impliqué dans l'évacuation des ressortissants étrangers, il a mal supporté le tir des Occidentaux autorisés à gagner l'aéroport des Rwandais menacés - membres de l'ethnie minoritaire tutsie, ou politiquement engagés dans l'opposition au président Habyarimana laissés sur place.

Comme ses camarades du contingent sénégalais, il a réussi à plusieurs reprises à sauver des personnes menacées. C'est lors d'une de ces opérations que le capitaine Mbou a été touché. «Combien de fois on a vu des Interahamwe (miliciens hutus, ndlr) armés de machettes emporter des gens qui nous regardaient en suppliant qu'on intervienne et on ne pouvait rien faire», avoue un soldat ghanéen ulcéré par «le manque de courage de l'ONU». «Parfois, on ne demande ce que l'on fait ici», ajoute-t-il. Le contingent africain ne baissa pas pour autant les bras. En avril, au début des massacres, une centaine de Rwandais s'étaient réfugiés à l'hôtel des Mille Collines. Une première tentative de les faire sortir avait échoué parce que, au premier barrage, les Interahamwe avaient refusé de discuter avec l'escorte composée de Casques bleus polonais et canadiens. Le lendemain, les Congolais et les Sénégalais étaient allés à leur tour chercher les réfugiés et les miliciens les avaient laissés franchir le premier barrage. Arrivés au second, armés de machettes et de fusils, ils avaient forcé les réfugiés à descendre des voitures de l'ONU et s'appelaient à les exécuter.

«Le capitaine sénégalais Mbaye Diagne a négocié avec eux», se souviennent un de ses camarades congolais. Au bout de trois heures de palabres au cours desquelles il réussit à faire intervenir un major de l'armée rwandaise, les réfugiés furent autorisés à remonter dans les véhicules et à regagner l'hôtel saint et sauf. Le capitaine sénégalais Mbaye Diagne a depuis payé de sa vie son courage. Il est mort le 30 mai à un barrage des Forces gouvernementales, tué par une roquette tirée par les rebelles du Front patriotique rwandais...

Alain FRILET

POINT DE VUE

Intervenir au Rwanda

PAR ALAIN JUPPE *

L'effroyable tragédie qui frappe le Rwanda est l'un des conflits les plus meurtriers de cette fin de siècle. L'horreur des massacres, la détresse de ceux qui en réchappent bouleversent les plus blasés. Il serait trop simple d'expliquer l'enchaînement du drame en déplorant ce qu'est celle-fatalité africaine de la violence.

1. La crise a des origines tant politiques qu'éthniques

Rappelons tout d'abord ce qu'était le Rwanda avant que le président Habyarimana ne soit assassiné. Après des années de tensions ethniques et de lutte pour le pouvoir politique, un espoir était né : le Président, les Hutus modérés et le FPR avaient accepté de se parler et d'envisager un pouvoir partagé, renonçant ainsi à la tension de l'affrontement militaire. Les accords d'Arusha du 4 avril 1993, auxquels la diplomatie française avait apporté sa contribution en persuadant le chef de l'Etat rwandais d'ouvrir le système politique et en organisant les premiers contacts entre les autorités et le FPR, en sont la preuve. Ceux, dans un camp ou dans l'autre, qui ne voulaient pas de ces accords, précisément parce qu'ils laissaient une chance à la paix et écartaient une solution militaire, ont tout fait pour retarder leur mise en œuvre. Tout, jusqu'à l'irréparable : l'assassinat du Président qui avait accepté d'écouter la voix de la modération.

Aujourd'hui, le Rwanda affronte un conflit à la fois ethnique et politique. Il faut parler de génocide, car il y a bien volonté délibérée des milices actives, dans les zones gouvernementales, d'abattre les Tutsis, hommes, femmes, enfants, blessés, religieux, en raison de leur seule origine ethnique. Mais dans le même temps se livre une lutte sans merci pour le pouvoir, où les modérés ont été les premières victimes des extrémistes hutus et où la branche militaire du FPR a choisi la victoire totale et sans concession.

2. La communauté internationale a fait preuve d'une passivité coupable

Rien de cela n'est tolérable. Et tout le monde dans ce chaos porte sa part de responsabilité. La France, dit-on volontiers, soutient les Tutsis, hommes, femmes, enfants, blessés, religieux, en raison de leur seule origine ethnique. Mais dans

autant pour le FPR, il n'y aura pas de règlement durable en dehors d'un pouvoir partagé. Cette position de principe contrarie ceux qui, dans chacun des camps, rêvent de gouverner seuls sans dialogue. Si nous avions réussi à convaincre le président Habyarimana d'accepter le compromis, les extrémistes de son clan ne l'entendaient pas ainsi et ont agi pour empêcher le Président d'appliquer sérieusement les accords d'Arusha.

Mais la communauté internationale avait-elle pris suffisamment d'assurances pour que ces accords soient mis en œuvre ? Je ne le crois pas. Il y a un an, la diplomatie française avait mené une campagne de sensibilisation intense pour appeler à l'envoi d'une force des Nations unies, force prévue dans ce qui allait devenir les accords d'Arusha. Disons-le : l'indifférence internationale à l'égard du Rwanda était alors totale. Il fallut des mois pour que les Nations unies s'installent à la frontière ougandaise, puis pour constituer la première Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (Minurh) et qu'elle parte à Kigali. Qu'en est-il aujourd'hui ? Les Etats concernés (membres du Conseil de sécurité, pays de la région) ont-ils vraiment tiré les conséquences du drame que vit le Rwanda ? J'aimerais le croire. La Minurh renforcée n'est pas encore sur le terrain. N'accusons pas les Nations unies ; il faut des contingents et, si les pays africains ont courageusement répondu à l'appel, il faut les épauler. Le gouvernement français a dégagé 20 MF pour cela ; j'espère que d'autres prendront le relais et agrandiront. Rien ne doit ralentir le déploiement des Casques bleus, qui seul permettra de sauver des vies.

3. La diplomatie française est mobilisée en faveur d'un règlement politique

Il ne suffit pas d'appeler la présence des Nations unies de ses vœux pour se donner bonne conscience. Il faut agir. Sur le plan humanitaire, cela va de soi. La France a été le premier pays à mobiliser une aide conséquente qui dépasse aujourd'hui 30 MF, et à la faire parvenir à ses destinataires : ponts africains, soutien à la Croix-Rouge, au HCR, aux ONG, envoi d'infrastructures aux camps de réfugiés, mise en place d'une antenne du Samu mondial, aucun moyen, aucun canal n'est négligé pour venir en aide aux populations civiles.

Mais l'action humanitaire d'Etat sans projet politique trouve vite ses limites. Notre vision de la solution à la crise rwandaise, nous l'avons développée au Conseil de Sécurité, avec succès. Nous l'avons également fait connaître aux pays proches du Rwanda, en déplaçant auprès de leurs autorités notre ambassadeur au Rwanda, Jean-Michel Marlaud, que j'avais personnellement mandaté pour cette mission indispensable. Au sommet de l'OUA à Tunis, la France a vivement encouragé la rencontre des chefs d'Etat africains les plus concer-



Kigali. Un Casque bleu tente de sauver des enfants.

nés, qui a enfin pu avoir lieu.

Si la France s'est déclarée favorable à une réunion rapide des chefs d'Etat des pays voisins du Rwanda, c'est que les interactions entre les pays de la région et la perméabilité des frontières sont une réalité qu'on ne peut ignorer et qui peut jouer un rôle pacificateur ou au contraire contribuer à un embrasement général. A l'heure actuelle, la Tanzanie, le Burundi subissent des flots de réfugiés et, pour ce dernier pays, les risques de déstabilisation sont grands. Il serait particulièrement injuste que le sens des responsabilités, démontré depuis le début de la crise par les dirigeants burundais, soit battu en brèche par la contagion des extrémismes. S'agissant de l'Ouganda et du Zaïre, il est indispensable que leurs dirigeants fassent preuve d'un même esprit constructif et prennent toutes les mesures pour empêcher que le conflit soit alimenté depuis leur territoire. Un embargo obligatoire sur les armes a été voté par le Conseil de Sécurité avec notre plein soutien. Il doit être respecté par tous.

4. L'avenir du Rwanda nécessite que l'on conforte les modérés de toutes les parties

Quel sera l'avenir du Rwanda ? Ces-sez-le-feu, fin des massacres sont un préalable à toute chose. Il faudra aussi créer les conditions d'un retour des réfugiés. A tout cela, les Nations unies peuvent grandement contribuer. S'imposera alors la nécessité d'une reprise du dialogue politique, quelle que soit la situation militaire sur le terrain. Je souhaite que la volonté de paix l'emporte, et avec elle le souci de réconciliation nationale entre les Rwandais de bonne volonté. Ceci exclut naturellement ceux qui ont commis, encouragé ou couvert des massacres. Avant tout, il faut les identifier afin de les exclure de toute négociation sur l'avenir d'un pays qu'ils ont contribué à détruire. La France n'aura aucune complaisance à

l'égard des assassins ou de leurs commanditaires. La France, seul pays occidental représenté au niveau ministériel à la session extraordinaire de la Commission des droits de l'homme à Genève, exige que les responsables de ces génocides soient jugés.

Nous soutenons au contraire les modérés qui, malgré les persécutions dont ils ont fait l'objet, ont survécu - et, c'est la fierté de la France, souvent avec notre aide - et sont prêts à jouer leur rôle dès lors que les conditions en seront à nouveau réunies. Ils n'y participeront pas seuls. Le devoir de la communauté internationale est de les protéger, de les soutenir, de faire en sorte que leur voix soit entendue et celle de tous les extrémismes étouffée.

C'est un véritable devoir d'intervention que nous avons au Rwanda. Il n'est plus temps de déplorer les massacres les bras croisés mais de prendre des initiatives. L'urgence nécessite de l'intervention internationale dont nous conduire à faire preuve d'imagination et de courage. Si la Minurh tarde à arriver au Rwanda, pourquoi ne pas utiliser une partie des 18 000 Casques bleus encore présents en Somalie et qui pourraient rapidement rejoindre Kigali ? J'ai proposé ce schéma au secrétaire général des Nations unies, qui y est favorable dans son principe. Nous œuvrons activement à sa mise en œuvre par l'entremise de notre représentant permanent à New York.

Si tout cela ne suffisait pas, la France est prête avec ses principaux partenaires européens et africains, à préparer une intervention sur le terrain afin de mettre fin aux massacres et de protéger les populations menacées d'extermination.

Aucune solution ne doit être écarter pour que cesse la tragédie rwandaise. La France entend prendre toute sa part à cet effort.

* Ministre des Affaires étrangères.